



United Nations
Economic Commission for Africa

Potentiel du développement et de la diversification du commerce arabo-africain à l'heure de la ZLECAf

19 -20 novembre 2024

Sofitel Rabat Jardin des Roses- Rabat, Royaume du
Morocco

Ismail TAQUI

Centre Islamique pour le Développement du Commerce
(CIDC-OCI)



Stratégie du Centre Islamique Pour le Développement du Commerce (CIDC-OCI)



- ✓ Organe subsidiaire de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)
- ✓ Mise en place : 1984
- ✓ Siège: Casablanca
- ✓ Région d'action : 57 pays en région arabe, Afrique, Asie et Amérique



Facilitation du commerce

Renforcement des capacités dans le domaine des négociations commerciales multilatérales, et régionales. Suivi des discussions au sein de l'OMC et mise en œuvre du système des préférences commerciales de l'OCI.



Promotion du commerce et des investissements

Organisation des foires du commerce et du tourisme (2ans), des salons spécialisés (agroalimentaires, Halal, Cotton, Santé, forums d'affaires, missions commerciales et renforcement des capacités des OPC.



Renforcement des capacités institutionnelles

Formation à la fois aux fonctionnaires des institutions publiques chargées de la promotion du commerce et au tissu entrepreneurial des Etats membres de l'OCI, notamment les femmes et les jeunes entrepreneurs.



Intelligence économique, rapports et études

Etudes et analyses de marchés, dashboard et rapports sectoriels, statistiques du commerce extérieur et de l'investissement et renforcement des capacités

Contexte

La conjoncture internationale marquée par des incertitudes des marchés internationaux à la suite des crises géopolitiques, ont mis en relief la nécessité de diversifier les partenaires commerciaux et de ne plus dépendre uniquement des exportations de produits de base, en vue de garantir la résilience économique.

Le développement du commerce arabo-africain constitue une alternative pour la réduction de la dépendance des marchés traditionnels.

Sur la base des résultats d'une étude élaborée par le CIDC en partenariat avec la BADEA et l'ITC, le commerce arabo-africain pourrait augmenter de 38 milliards de dollars d'ici 2027, soit une augmentation de 31 % par rapport aux niveaux de 2021.

La progression potentielle est conditionnée par la réduction barrières commerciales et la promotion des investissements dans les secteurs présentant un potentiel de croissance.



L'étude a analysé les échanges commerciaux et les opportunités d'investissements entre 22 pays arabes et 44 pays de l'Afrique subsaharienne durant la décennie 2012-2021, en vue d'évaluer le potentiel du développement et de diversifications du commerce.



22 Pays de la Ligue Arabe

Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Comores, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.



44 Pays d'Afrique Subsaharienne

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Centrafrique, R D du Congo, Rép du Congo, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe,



Marché arabo-africain

- 66 pays
- Population de près 1,4 milliard
- Plus de 100 ports sur 2 océans et 2 mers
- Plusieurs groupements régionaux d'intégration

Raisons motivant la diversification des marchés et les produits à l'export et à l'approvisionnement :



Réduction des risques

Mieux gérer les risques liés à la dépendance vis-à-vis d'un seul marché ou produit et éviter les perturbations des marchés



Résilience face aux fluctuations

Diversifier les produits et les marchés à l'export permet de réduire l'impact des fluctuations des marchés internationaux



Augmentation des opportunités de croissance

Les nouveaux marchés et produits à l'export permettent de saisir des opportunités de croissance là où la demande est forte.



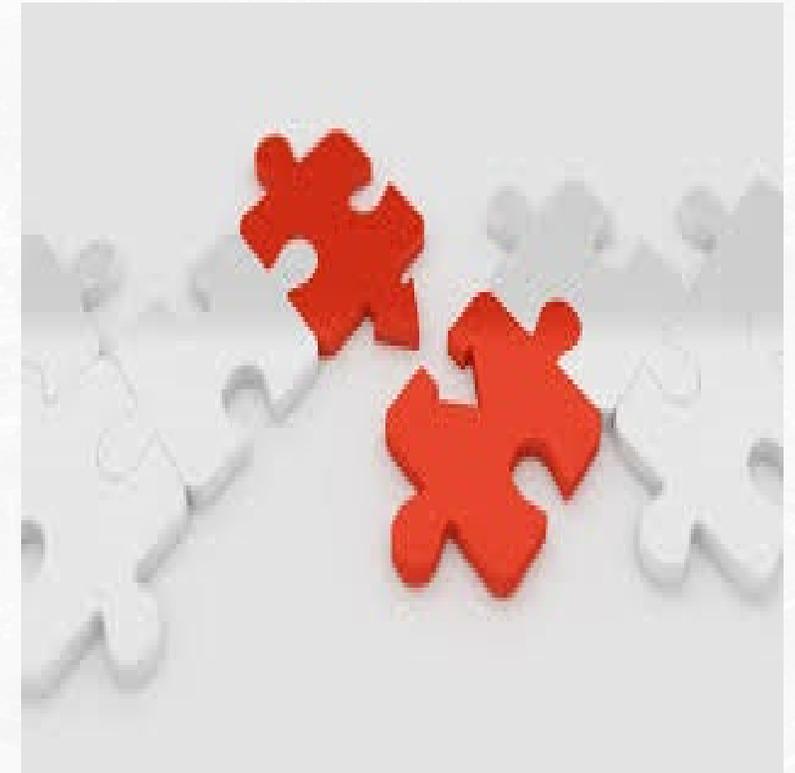
Amélioration de la compétitivité

La diversification des produits peut renforcer la position d'une entreprise face à la concurrence. Elle permet l'adaptation de l'offre avec les besoins spécifiques de différents marchés.

Région arabo-africaine : des opportunités certaines de complémentarité et de diversification économique

- L'Afrique est riche en ressources naturelles (minerais, énergie, produits agricoles), population jeune, stratégies politiques d'encouragement des IDE.
- Les atouts des pays arabes : les capitaux, l'expertise dans les secteurs industriels, le potentiel de la production manufacturière et des services financiers, en plus d'une volonté d'investir à l'étranger et de coopérer avec les pays africains.

Multitudes de cadres juridiques préférentiels du commerce et initiatives politiques de nature à encourager les échanges et l'intégration entre les deux régions, arabe et africaine

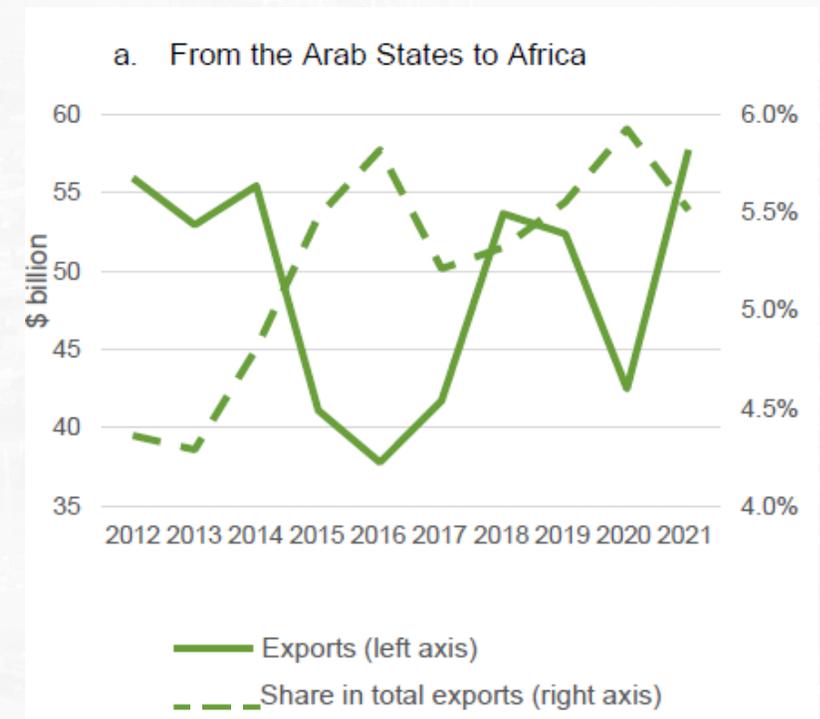


Exportations arabes vers l'Afrique : des fluctuations en lien avec la conjoncture régionale et internationale durant la dernière décennie

Durant la décennie 2012-2021, les exportations des États arabes vers l'Afrique n'ont pas montré une tendance positive claire. Elles ont connu des fluctuations dues à la conjoncture régionale et internationale..

En effet, même si un ralentissement de -2% s'est produit en 2019, lié à l'instabilités des marchés, suivi par la pandémie de COVID-19, qui a encore réduit les exportations de -19%, on a assisté à une reprise de 36% en 2021.

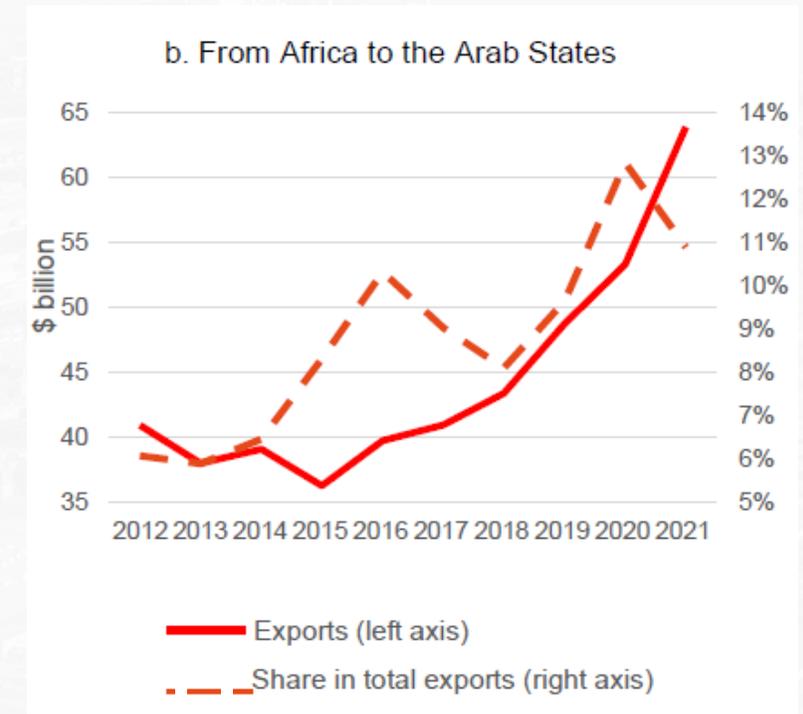
Les exportations arabes vers l'Afrique se sont mieux comportées que les exportations arabes vers d'autres destinations entre 2012 et 2016, augmentant leur part dans les exportations arabes totales de 4,4 % à 5,8 %. Toutefois, cette part stagne au tour **de 5,5 % en 2021**.



Exportations africaines vers les États arabes : croissance continue

Les exportations africaines vers les États arabes ont augmenté de 56 % au cours de la dernière décennie. Après une légère régression en 2013 et 2015. Elles ont augmenté de manière constante tout au long de la décennie, montrant une tendance positive claire malgré la conjoncture mondiale défavorable.

Les exportations africaines vers les États arabes ont également dépassé les exportations de la région vers d'autres partenaires, faisant passer la part des États arabes dans les exportations africaines de 6,1 % en 2012 à **10,9 % en 2021**.



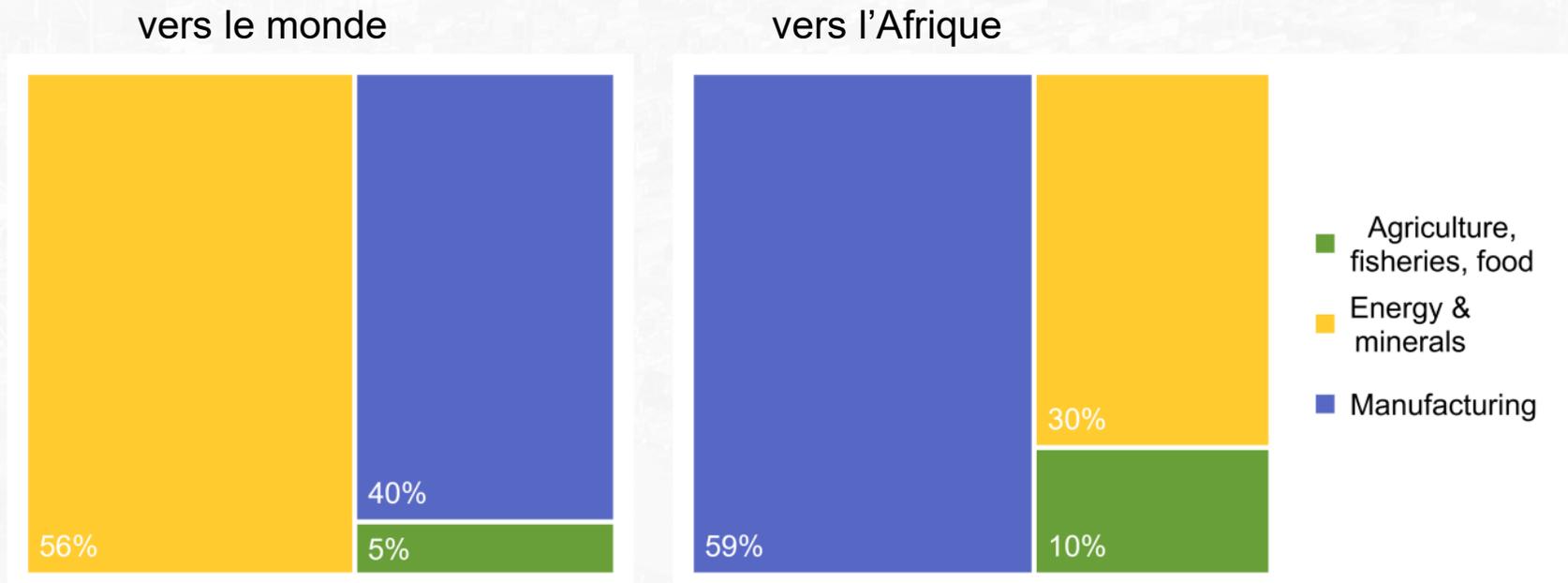
Des exportations arabes vers l'Afrique moins concentrées sur l'énergie et les minerais

Le panier d'exportation global des États arabes vers le monde est dominé par les produits énergétiques et minerais, soit 56 % du total des exportations arabes. Cette dépendance à l'égard de l'énergie et des minerais recule légèrement avec la montée des exportations en produits manufacturés.

Pour la destination Afrique, cette dépendance à l'égard de l'énergie et des minerais recule légèrement avec la montée des exportations en produits manufacturés (59% des exportations globales vers la région Afrique).

Avec l'avènement de la ZLECAf, cette situation peut s'améliorer avec la mise en valeur des complémentarités sectorielle entre les deux régions.

La région arabe, surtout l'Afrique du Nord, devient un marché alternatif d'approvisionnement pour l'Afrique, surtout en produits manufacturés, équipements et produits semi-finis.



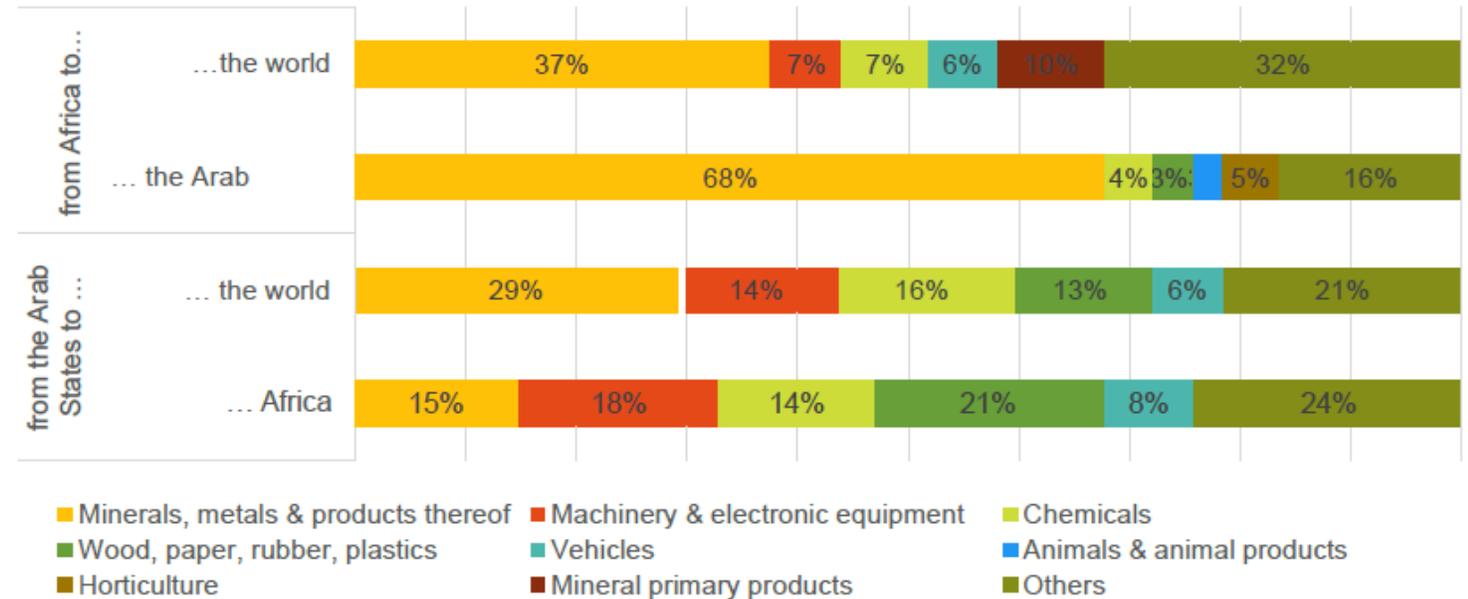
Exportations des Etats arabes, par destination et par industrie - ITC Trade Map 2023

Les exportations africaines vers les États arabes reposent en grande partie sur les minéraux et métaux, malgré une tendance vers la diversification.

- Les exportations africaines vers les pays arabes sont dominées par les produits énergétiques et de minerais, soit une part de 41% du total des exportations africaines vers les États arabes.
- Plus précisément, les exportations africaines vers les États arabes sont dominées par les minerais à hauteur de 68 %.
- La dépense aux exportations traditionnelles de ce produit est en nette diminution. Les activités minières sont parmi les cinq premiers secteurs exportateurs représentant 84 % du total des exportations africaines vers le monde.

La concentration des exportations africaines sur les minerais et l'instabilité des marchés avec la volatilité des prix à l'international, affecte les recettes à l'export; ce qui induirait un effet négatif sur la croissance à long terme.

D'où l'intérêt à donner la priorité à la diversification de leurs exportations vers les États arabes, en exploitant les avantages de la ZLECAF et des autres cadres juridiques préférentiels.

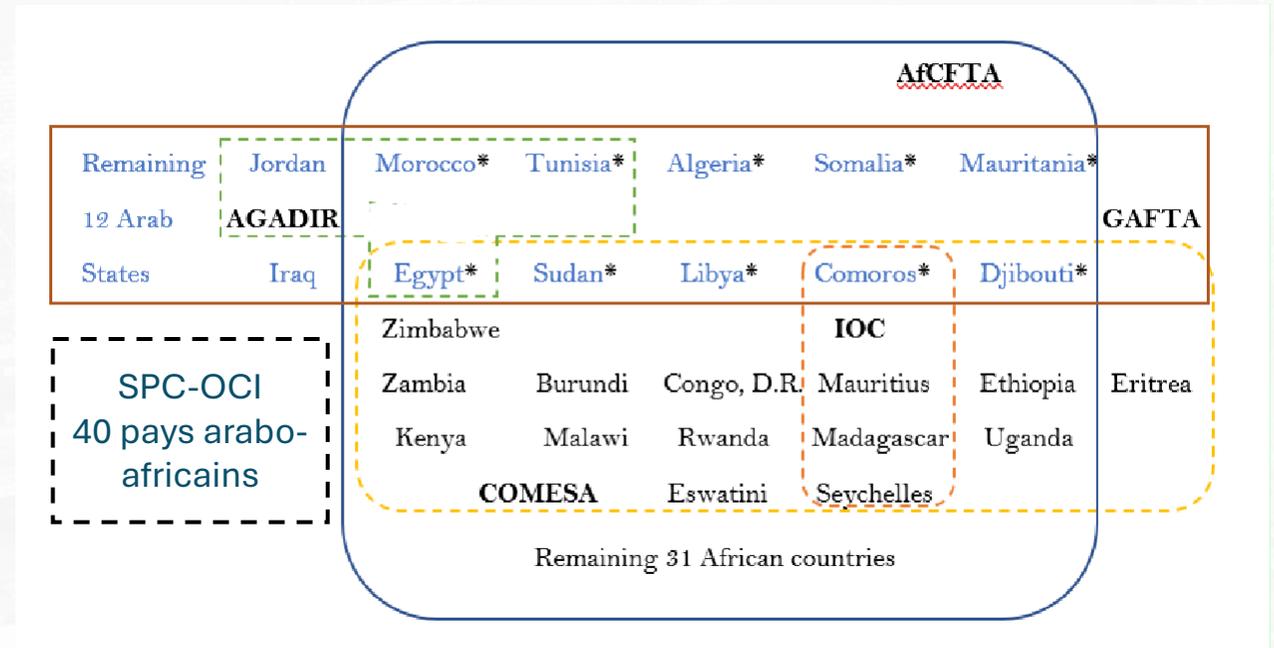


Les nombreux accords commerciaux préférentiel existants n'impactent pas suffisamment le commerce arabo-africain et l'opérationnalisation de la ZLECAf est une bonne alternative pour la diversification.

Le commerce entre les États arabes et l'Afrique est partiellement couvert par un réseau complexe d'accords régionaux et bilatéraux, ce qui a pour effet de créer un « bol de spaghettis » qui n'englobe pas entièrement les deux régions.

Les principaux Accords préférentiels qui peuvent servir de ponts entre les deux régions, arabe et africaine sont :

- La grande zone arabe de libre-échange (GAFTA),
- la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), qui, une fois pleinement mise en œuvre, couvrira le commerce entre les pays arabes africains et le reste de l'Afrique,
- Le système des préférences commerciales (SPC-OCI) qui concerne 57 pays de l'OCI, est outil potentiel plus inclusif.



En outre, plusieurs accords facilitent le commerce entre certains États arabes et certains pays africains. Par exemple, les Comores, Djibouti, l'Égypte, la Libye et le Soudan, la Tunisie font partie du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), qui comprend 14 pays africains non arabes.

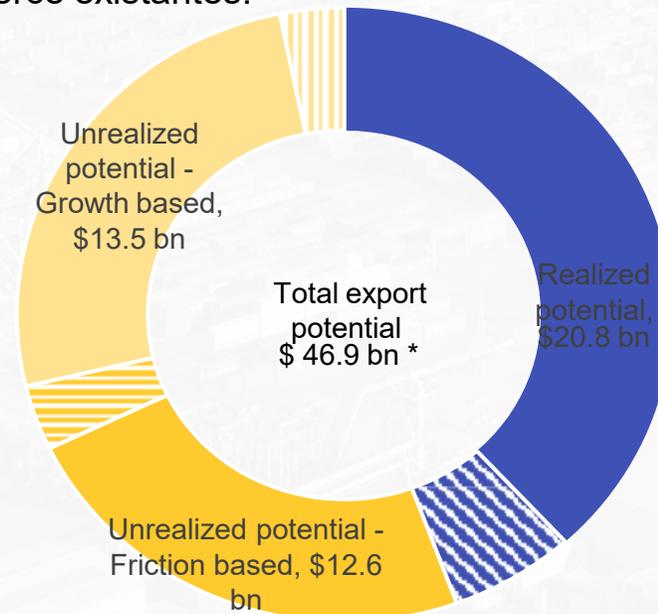
Saisir le potentiel commercial entre les États arabes et l'Afrique : jusqu'à 38 milliards de dollars d'échanges supplémentaires

Les États arabes ont le potentiel d'exportation des marchandises d'une valeur de 46,9 milliards de dollars vers l'Afrique en 2027, dont 56 % (26,1 milliards de dollars) sont actuellement inutilisés.

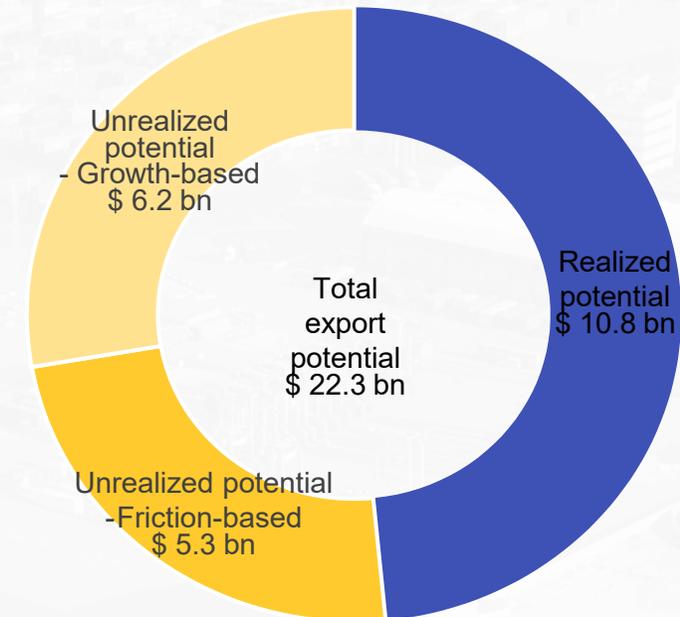
Les pays africains, quant à eux, ont un potentiel d'exportation de marchandises d'une valeur de 22,3 milliards de dollars vers les États arabes en 2027, dont environ la moitié n'est pas réalisée (52 % ou 11,5 milliards de dollars).

Dans les deux cas, un peu plus de la moitié du potentiel inexploité est dérivé de la croissance attendue et des changements tarifaires dans les années à venir, ce qui signifie qu'il est dynamique ou basé sur la croissance. Par conséquent, un peu moins de la moitié du potentiel inexploité est associé aux entraves au commerce existantes.

Potentiel commercial entre les États arabes et l'Afrique



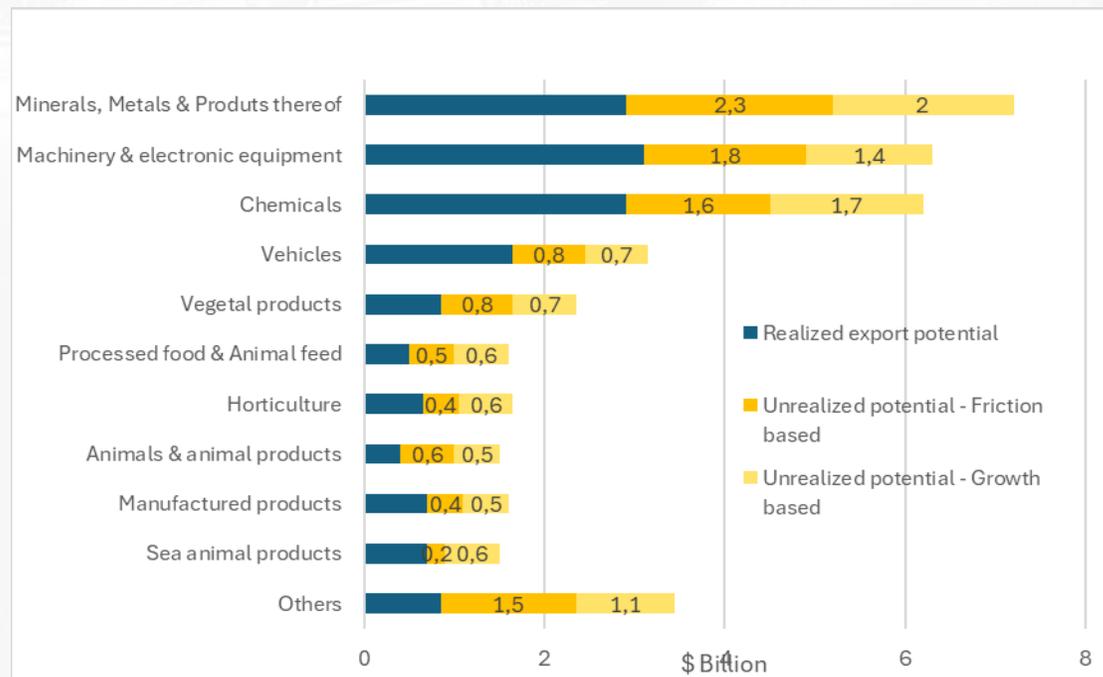
a. Exportations des États arabes vers l'Afrique



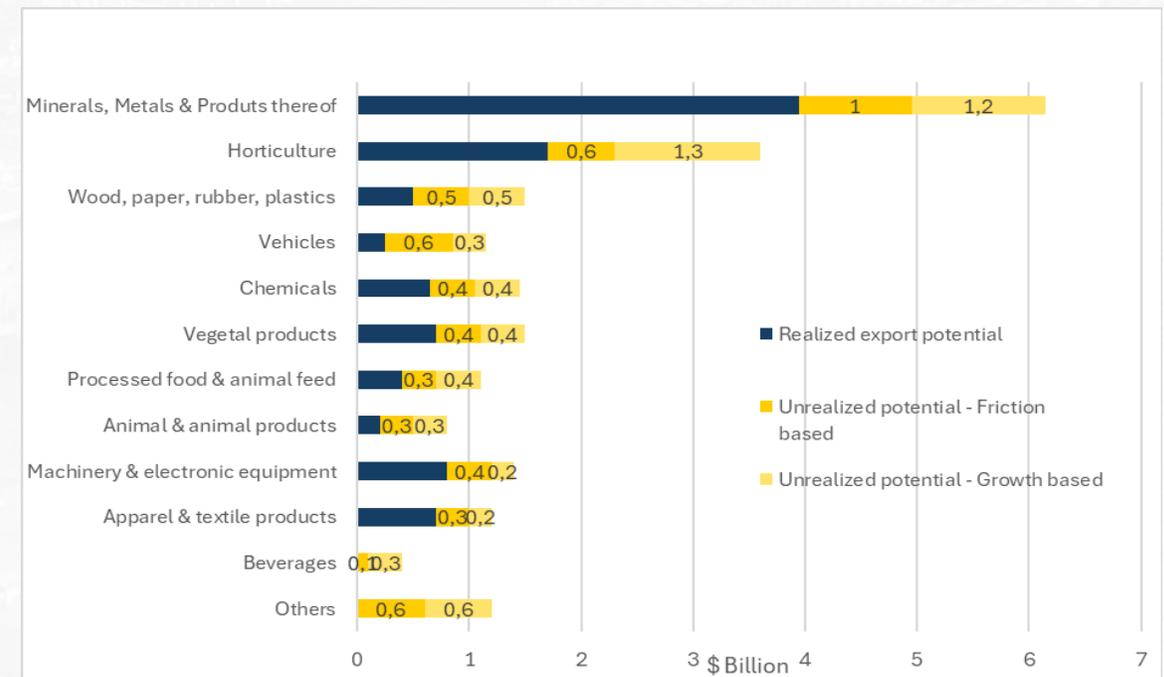
b. Exportations de l'Afrique vers les États arabes

Secteurs clés présentant un potentiel d'exportation inexploité

Exportations des États arabes vers l'Afrique



Exportations de l'Afrique vers les Etats arabes



Possibilités d'accroissement des exportations de part et d'autre

49% du potentiel de croissance du commerce bilatéral est composé de secteurs / écosystèmes suivants:

- Bois et dérivés
- Papier
- Caoutchouc
- Matières plastiques,
- Minéraux, métaux et leurs dérivés,
- Produits chimiques/fertilisants
- Véhicules et pièces automobiles

Produits de l'horticulture et minerais occupent les premières places *pour les exportations de l'Afrique subsaharienne* vers la région arabe.

Du côté des exportations des *pays arabes vers l'Afrique subsaharienne*, les machines et équipements électroniques figure parmi les cinq principaux secteurs,



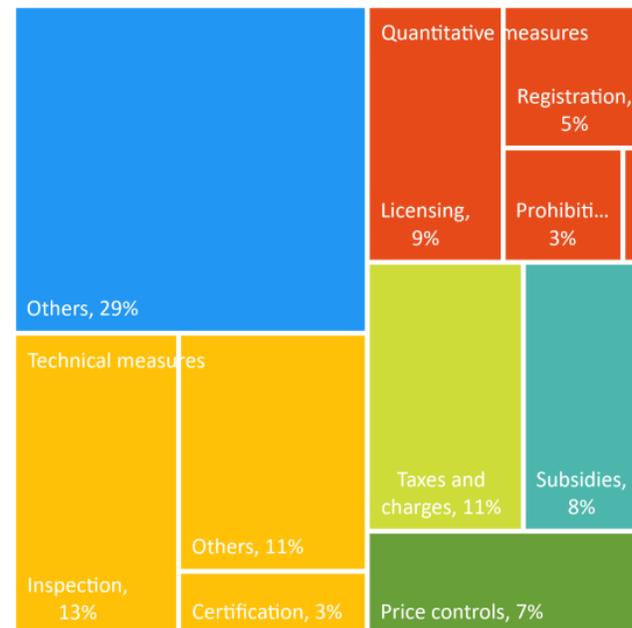
Les réglementations restrictives limitent les exportations de part et d'autre

Les résultats des enquêtes sur les mesures non tarifaires menées dans **9 États arabes et 17 pays d'Afrique** montrent que les obstacles réglementaires et procéduraux peuvent entraver le commerce entre les États arabes et l'Afrique.

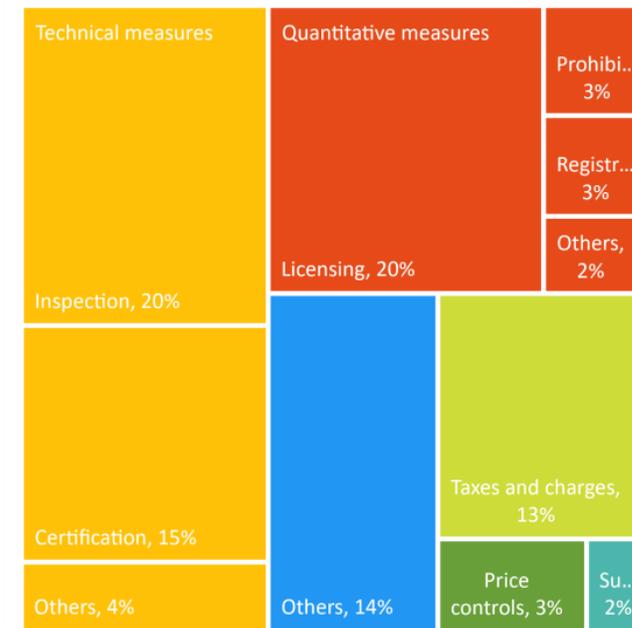
Plus de 95 % des entreprises exportatrices interrogées dans les États arabes ont déclaré avoir été confrontées à des réglementations restrictives ou à des obstacles procéduraux lorsqu'elles exportaient vers l'Afrique. Il en va de même pour près de 90 % des entreprises africaines interrogées qui exportent vers les États arabes.

Les mesures non tarifaires nationales auxquelles sont confrontés les exportateurs arabes et africains

Des Etats arabes envers l'Afrique



Des Etats Arabes envers l'Afrique



- Technical measures
- Quantitative measures
- Taxes and charges
- Price controls
- Subsidies
- Others

Investir en Afrique : voie à privilégier pour booster et diversifier le commerce arabo-africain

L'Afrique est un continent riche en ressources naturelles qui offre un large éventail d'opportunités d'investissement. Parmi les secteurs d'investissement les plus populaires figurent l'exploitation minière, le pétrole et le gaz, l'immobilier, la technologie et les infrastructures.

L'industrie minière en Afrique contribue largement à l'économie du continent, avec d'abondants gisements de métaux précieux et de minéraux. L'industrie pétrolière et gazière est également un secteur vital, le continent abritant d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel.

L'immobilier est un autre secteur en expansion en Afrique, avec une demande croissante de propriétés résidentielles et commerciales. L'industrie technologique est également en plein essor, avec un nombre croissant de startups et d'entreprises technologiques émergeant sur le continent.

Le développement des infrastructures est également un domaine clé de l'investissement en Afrique, avec de nombreuses opportunités dans les projets de transport, d'énergie et d'eau pour soutenir la croissance économique.





Plusieurs secteurs potentiels pour un partenariat arabo-africain gagnant- gagnant

Mali : agro-industrie (industrie du coton, des fruits et légumes, de la viande et du lait), projets de transport routier, fluvial, ferroviaire et de ports secs, mines (or, calcaires, fer, bauxite, pétrole, uranium, lithium et phosphate) et de matériaux de construction (ciment, fer à béton, chaux, plâtre, tuiles et peintures), raffineries d'or et de pétrole, hydroélectricité et énergies renouvelables et tourisme écologique et culturel.

Nigeria : Agribusiness (production mécanisée de riz, maïs, millet, manioc, canne à sucre, tomate...), machines d'irrigation, production de semences, de produits agrochimiques et d'engrais.), machines d'irrigation, semences, production de produits agrochimiques et d'engrais, production de médicaments vétérinaires, de vaccins, de produits chimiques, d'aliments pour animaux et de leurs ingrédients, industrie pétrolière et gazière, secteur manufacturier à Kano, Aba, Ibadan et Kaduna pour les boissons, le ciment, la transformation des aliments, les textiles et les détergents, industrie du ciment, industrie textile avec les vêtements et les chaussures, industrie de la brasserie, des TIC, de la construction et des services financiers ;

Sénégal : agroalimentaire (fruits, légumes et pêche), artisanat, économie numérique (solutions logicielles, commerce électronique, gouvernance électronique et inclusion financière), hydroélectricité et énergies renouvelables, tourisme écologique et culturel et hôtellerie, TIC et services financiers, produits pharmaceutiques et services de santé (biotechnologie médicale, oncologie, laboratoires), transports routiers, aériens, maritimes et ferroviaires ;

Sierra Leone : hydroélectricité et énergies renouvelables, mines et pétrole (minerai de fer, diamants, bauxite, rutil et or), infrastructures (eau, routes, chemins de fer, ports, aéroports, télécommunications et tourisme), agro-industrie (riz, mil, manioc, mangues et arachides, ainsi que l'élevage et les cultures de rente, comme le café, le cacao et l'huile de palme. Cultures de bananes, d'ananas et de canne à sucre et de poissons industrie).

Pistes de réflexion pour développer et diversifier le commerce arabo-africain

L'amélioration d'accès aux marchés permettrait l'exploitation d'un potentiel d'exportation bilatéral de **17,9 milliards de dollars.**

Des investissements ciblés dans les secteurs objet de complémentarité pourraient donner lieu à des exportations supplémentaires de l'ordre de **19,7 milliards de dollars.**

Améliorer l'accès aux marchés

- Placer l'intégration régionales au cœur des stratégies nationales sectorielles du développement;
- Améliorer l'accès au marché dans les secteurs où les pays arabes et africains ont des avantages comparatifs complémentaires.
- Veiller sur la bonne opérationnalisation de la ZLECAf et les autres Accords préférentiels ;
- Réduire les obstacles au commerce;
- Faciliter le commerce par l'encouragement de la digitalisation de l'octroi des certificats de contrôle (e-phyto, e-TIR, e-Customs).

Encourager les actions de promotion du commerce et des investissements

- Organisation d'une Foire annuelle nord-africaine et ouest-africaine
- Encourager les contacts d'affaires arabo-africain, par l'organisation davantage de forums et mission d'affaires (BtoB, BtoG..)
- Partage d'information sur les opportunités du commerce et d'affaires

Pistes de réflexion pour développer et diversifier le commerce arabo-africain/suite



Veiller à l'inclusivité des PME

- Donner la priorité aux femmes et jeunes entrepreneurs ;
- Encourager le commerce équitable ;
- Soutenir les PME et TPE pour faciliter leur accès aux marchés et leur insertion dans les chaînes de valeur
- Assurer la formation et l'encadrement technique au profit des PME



Investir dans le développement des corridors économiques reliant la région arabe et l'Afrique subsaharienne

Mettre en valeur les corridors pour développer le commerce et l'intégration régionale arabo-africaines. Il y a lieu de cibler certains corridors prometteurs comme :

- L'axe pays d'Afrique du Nord -Europe via la Méditerranée tout en s'étendant vers le Moyen-Orient.
- Le corridor sahélo-atlantique via , le Maroc, la Mauritanie, le Mali, le Niger et Burkina Faso..
- Le corridor, reliant les pays du Golfe aux côtes de l'Afrique de l'Est (notamment Djibouti, Somalie, Soudan, Kenya.



Stimuler l'échange de flux financiers et d'investissement entre les deux régions

- Développer davantage les lignes de financement et ceux d'investissement pour les projets structurants de développement en Afrique et dans la région arabe;
- Mettre en place une banque de données comportant les projets d'investissement, les opérateurs économiques y compris les grandes entreprises pour faciliter les contacts entre les communautés d'affaires des deux régions.
- Encourager les liens fonctionnels entre les grands groupes et les PME dans divers secteurs porteurs.
- Promouvoir des écosystèmes arabo-africains à dimension régionale et transcontinentale.

À БЫНЖЕБ ПУБТЬ

Pour plus
d'information:

For more information:



United Nations
Economic Commission for Africa

Merci de votre aimable attention